

# ÉTATS-UNIS LA NOUVELLE BATAILLE DE L'AVORTEMENT



Le Congrès du Dakota du Sud vient de voter une loi interdisant l'avortement, même en cas de viol ou d'inceste. Seule solution pour éviter ce revirement dramatique : obtenir un référendum sur le sujet. Et, dans chaque camp, les militants de ce petit Etat sonnent l'heure de la mobilisation générale. Reportage. PAR ISABELLE DURIEZ. PHOTOS LOUISE OLIGNY

Kylene Guse, du Planned Parenthood, le Planning américain, devant la seule clinique de l'Etat qui pratique les IVG.

**De l'extérieur, la clinique de Planned Parenthood à Sioux Falls, la plus grande ville du Dakota du Sud, ressemble à une petite forteresse.** Pas de fenêtre sur la rue, une caméra de surveillance, un parking abrité des regards indiscrets, une porte en verre blindé, un sas de sécurité... L'architecte a pris toutes les précautions pour protéger les patients d'éventuels manifestants mal intentionnés. Mais, ce matin-là, tout est calme et le parking bondé. Dans la salle d'attente, il règne, malgré la foule, un silence tendu. Une vingtaine de femmes, de l'adolescente à la mère de famille, simplement vêtues en jean et sweat-shirt, attendent, parfois accompagnées d'un homme. Les regards sont fatigués. Certaines ont roulé pendant six ou sept heures à travers les prairies enneigées pour arriver jusque-là et devront reprendre le volant le soir même. D'autres n'ont pas fermé l'œil de la nuit. Anxieuses.

Depuis quinze ans, ce petit centre médical est l'unique endroit de tout le Dakota du Sud, au cœur du Midwest américain, où les femmes peuvent se faire avorter. Aucun autre médecin à 580 km à la ronde n'effectue cet acte médical, pourtant légal depuis 1973 aux Etats-Unis. Les quatre gynécos qui se relaient un jour par semaine, et effectuent 800 avortements par an, viennent du Minnesota voisin, en avion, quand le temps le permet. Une tempête de neige et

tous les rendez-vous sont annulés. Une catastrophe pour celles qui n'ont pas dans la poche de quoi payer un nouveau plein d'essence ou une nuit au motel, en plus des 500 dollars pour l'IVG. « Nos patientes surmontent tant d'obstacles qu'il est certain qu'elles ont mûrement pesé leur décision, explique Sarah Stoesz, la présidente régionale de Planned Parenthood, le planning familial américain. Il est hors de question que nous les abandonnions. »

Sous ses dehors calmes et souriants, Sarah Stoesz se prépare en fait à la plus grande bataille politique qu'elle ait eu à mener. Une bataille dont l'issue pourrait déterminer l'avenir du droit à l'IVG aux Etats-Unis. Fin février, le Congrès de l'Etat a adopté la première loi du pays qui interdit l'avortement, y compris dans les cas de viol ou d'inceste. A partir du 1<sup>er</sup> juillet, les médecins ne pourront provoquer une IVG que pour sauver la vie de la mère, sinon ils seront passibles de cinq ans de prison. Une demi-douzaine d'autres Etats s'apprentent à faire passer des lois similaires et ont les yeux braqués sur ce patchwork de ranchs et de petites villes qui fait rarement parler de lui. Tout le monde s'attendait en fait à ce que Planned Parenthood porte la loi devant la justice, mais les féministes ont l'air décidées à la soumettre plutôt aux électeurs. Si elles récoltent 16 728 signatures d'ici à juin,



Miriam McCreary, gynéco de 71 ans, vient du Minnesota en avion pour pratiquer des IVG.

l'interdiction sera soumise à référendum en novembre.

« Nous prenons un risque, reconnaît la présidente du planning. Cette campagne va nous coûter très cher. Mais nous pensons que, une fois pour toutes, les habitants du Dakota du Sud doivent s'exprimer sur cette question. » Depuis le début des années 90, le droit à l'avortement s'est en effet petit à petit réduit sous les coups de boutoir du mouvement « pro-life », ou « pro-vie », pour qui la vie humaine commence à la conception. Depuis 2004, les défenseurs de ce mouvement ont obtenu l'autorisation parentale exigée pour les mineurs, et un entretien préalable obligatoire sur les risques vingt-quatre heures avant l'avortement. « Nous avons fait tout ce que nous pouvions, mais nous étions las d'attendre pendant qu'un million de bébés sont tués chaque année aux Etats-Unis, explique Robert Regier, le président d'une organisation de défense des valeurs familiales qui a travaillé avec 500 églises pour faire passer l'interdiction. Nous voulions marquer un grand coup. »

Le Dakota du Sud est déjà classé par l'Institute for Women's Policy Research comme l'un des pires du pays en terme d'accès à la contraception : la pilule n'est pas remboursée (elle coûte de 35 à 50 dollars), les pharmaciens ont le droit de refuser de vendre la pilule du lendemain, la clinique de Planned Parenthood est difficile d'accès. Avec cette interdiction, les femmes les plus pauvres seraient encore davantage pénalisées, sachant que, en plus, les travailleuses du Dakota du Sud sont les plus mal payées des Etats-Unis. « Les filles de la classe moyenne pourront toujours prendre l'avion pour aller avorter ailleurs », fait remarquer Evelyn Griesse, une kiné qui gère Access for Every Woman, un fonds alimenté par une centaine de particuliers pour payer leur voyage ou leur IVG à celles qui ne le peuvent pas. Qui sont-elles ? « Des étudiantes, des mères payées au salaire minimum de 6,25 dollars l'heure, des épouses en cachette de leur mari "pro-life", de jeunes Indiennes alcooliques... »

Un groupe de chrétiens « pro-life » manifeste devant la clinique.



Un groupe de chrétiens « pro-life » manifeste devant la clinique.

## LA NOUVELLE BATAILLE DE L'AVORTEMENT

Certaines réserves indiennes font partie des contés les plus déshérités du pays, ce qui pose d'autres problèmes. Candice Garrett est bien placée pour en parler. La jolie brune d'un tonus exemplaire s'occupe d'accueillir, dans une maison de Sioux Falls, des mères droguées et alcooliques en cure de désintoxication. « C'est

criminel de priver ces filles de la possibilité d'avorter, explique-t-elle en allant chercher l'une de ses protégées, Regina, et sa petite Lilly, sur la réserve Sioux de Pine Ridge. « Beaucoup d'Indiens boivent et maltraitent leurs enfants. Souvent, si la mère donne son bébé à l'adoption, la tribu a un droit de regard et le récupère. C'est comme ça que la petite Lilly s'est retrouvée entre les mains de ceux qui ont maltraité sa mère. Non seulement c'est condamner l'enfant à vivre le même cycle d'abus et de drogue, mais en plus certains bébés souffrent du syndrome d'alcoolisme fœtal et seront malades toute leur vie. »

A la clinique de Planned Parenthood, une mère indienne attend justement son IVG. « Là d'où je viens les filles n'ont pas vraiment le choix d'avorter ou pas, car elles

**« Si je pouvais financièrement, je ferais autrement. Mais je n'ai pas les moyens d'élever un autre enfant. Quant à l'adoption, je suis déjà passée par là, ce n'est pas une décision facile. »** (Une jeune Indienne.)

n'ont pas les moyens de se déplacer à la clinique. » Les traits tirés, elle raconte en peu de mots que, mère de plusieurs enfants et sans emploi, elle est tombée enceinte sous contraceptif. Elle ne veut pas donner plus de détails pour protéger son identité, mais elle assure être « quelqu'un de responsable ». « Si je pouvais financièrement, je ferais autrement. Mais je n'ai pas les moyens d'élever un autre enfant. Quant à l'adoption, je suis déjà passée par là, ce n'est pas une décision facile. » Elle a accepté de témoigner parce qu'elle a réalisé que « si on ne vote pas, d'autres parlent à votre place ». Votera-t-elle si référendum il y a ? « Oui, pour la première fois. »

Ce référendum pourrait-il apporter une bonne surprise ? Et si les habitants du Dakota du Sud, connus pour être conservateurs et religieux, étaient moins que leurs élus, en grande majorité des hommes blancs d'un certain âge ? Un sondage, mené en 2004, laisse penser que oui. Seulement 25 % des personnes

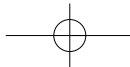
interrogées estimaient que l'avortement doit être illégal quelles que soient les circonstances. Pour 34 %, il doit être légal en cas de viol ou d'inceste. Et pour 34 %, il doit toujours être légal. « Même les Républicains modérés ne sont pas à l'aise avec cette histoire de viol, note Thelma Underberg, la représentante

régionale de Naral Pro-Choice, l'une des grandes organisations de défense des droits des femmes. Une élue va même changer d'étiquette et se présenter comme Démocrate aux prochaines élections. Je pense que c'est une chance rêvée pour redynamiser le mouvement pro-avortement. »

Une majorité silencieuse se rebellera-t-elle dans le secret de l'isoloir ? « Beaucoup de gens ne veulent pas dire ce

SUITE P. 82





## LA NOUVELLE BATAILLE DE L'AVORTEMENT

Pour l'instant, ces voix ont du mal à percer le discours moralisateur ambiant. Au fil des années, les anti-avortement ont en fait gagné la bataille de l'intimidation. Quand un médecin de Planned Parenthood prévient que « si un journaliste m'adresse la parole, je démissionne », cela donne une idée de la tension sociale. « Certains docteurs ont des enfants scolarisés et craignent qu'ils ne soient pris à partie », explique Miriam McCreary, une des gynécologues de la clinique. A 71 ans et retraitée, elle n'a, quant à elle, plus peur de rien. « Dans le passé, j'ai trouvé des clous devant mon garage, "Assassin" peint sur mon trottoir... mais cela ne m'a pas empêchée de faire des IVG depuis 1979. » Le lendemain, cependant, elle rappelle : « Je voulais juste vous dire, je suis aussi un être humain. J'ai neuf petits-enfants, j'aime l'opéra, la cuisine française... »

Sur l'une des artères principales de Sioux Falls, un panneau propose : « Information sur l'avortement » et « Test de grossesse gratuit ». Celles qui croient s'adresser au planning familial tombent de haut. Ce « centre de grossesse » est en fait une vitrine pour l'une des principales activistes anti-



Erin Snow (en haut) et sa pancarte : « Ecartez vos lois de mon corps. » En bas, les militantes pro-choice de U.Vox.

qu'ils pensent de l'avortement par peur de perdre leur boulot, explique Jamie Scarbrough, 37 ans, peintre et manager de la seule boutique branchée de Sioux Falls. Moi, je n'ai pas peur : c'est immoral de mettre au monde un enfant dont vous ne pouvez pas vous occuper. » Jamie parle en fait de sa propre histoire. A 19 ans, SDF et junkie, elle est tombée enceinte, mais a eu « suffisamment de lucidité » pour avorter. Elle a aujourd'hui trois enfants. Et ne regrette rien. « Je suis triste parfois, mais je sais que je ne pouvais pas faire mieux. »

Sa copine, Erin Snow, 25 ans, n'a pas peur non plus. Elle a manifesté avec 300 personnes dans le centre de Sioux Falls pour dénoncer l'interdiction de l'avortement. Du jamais-vu. A cause des distances, les habitants du Dakota du Sud n'ont pas l'habitude de se réunir. C'était une première aussi pour Erin, qui n'avait jamais manifesté de sa vie. « Jusque-là, je n'avais pas réalisé qu'ils étaient en train de décider à ma place ce qui est bon pour moi. J'avais considéré le droit à l'avortement comme un acquis. » « Beaucoup de jeunes commencent seulement à ouvrir les yeux sur la portée de cette loi », confirme Mandy Hagseth, fondatrice du groupe pro-avortement U.Vox, sur le campus de l'université d'Etat, à Vermillion. « Les femmes continueront d'avorter quoi qu'il se passe, clandestinement s'il le faut. C'est un retour en arrière de plus de trente ans. »

**Même dans Centerville, un de ces villages paumés du Midwest où on s'attend à voir débarquer un cow-boy, le mouvement pro-choice a des alliées insoupçonnées.** Kris Olson, mère de six enfants, rencontrée dans son bazar sur Main Street, n'y va pas par quatre chemins : « Je ne suis pas étonnée qu'ils aient voté une loi aussi misogyne. Les femmes ici ne sont pas considérées. C'est l'homme qui prend les décisions, la femme suit. Quand une ado tombe enceinte, on la marie. Moi, j'ai dit à ma fille : si une de tes copines tombe enceinte, je peux l'emmener à la clinique de Planned Parenthood. »

**« Je ne suis pas étonnée qu'ils aient voté une loi aussi misogyne. Ici, c'est l'homme qui prend les décisions, la femme suit. Quand une ado tombe enceinte, on la marie. »** (Kris, mère de six enfants)

avortement, Leslee Unruh. A l'Alpha Center, comme dans au moins deux autres centres similaires rien que dans cette ville, le but est d'inciter les jeunes femmes à poursuivre leur grossesse, notamment en leur faisant écouter le cœur de leur bébé. « Pour qu'elles réalisent que c'est déjà une vie », explique Leslee Unruh. Si les mères suivent les activités, elles gagnent des points pour recevoir des couches et des vêtements. Seules options proposées à une grossesse non désirée : garder l'enfant ou le donner à adopter.

C'est finalement ce qu'a fait Cassie, 23 ans. Elle avait pris rendez-vous à la clinique pour avorter, mais « je n'ai jamais pu me décider à descendre de la voiture ». Son fiancé, catholique et abstinent (qui n'est pas le père de l'enfant), l'a mise en contact avec le service d'adoption du diocèse et elle a confié son petit Joe à Cindy et Mark Pranger, qui ont déjà adopté deux enfants et qui restent en contact avec les mères biologiques. L'adoption peut être une alternative à l'avortement pour celles à qui elle convient. Comme peut l'être de finalement garder l'enfant. A condition d'avoir vraiment le choix. Or, avant même que l'interdiction de l'avortement ne soit passée, les plus vulnérables ne l'ont pas toujours dans cet Etat. Quand Sonny Dawn, une adolescente Sioux qui vit d'allocations sociales, a appris qu'elle était enceinte, le médecin lui a seulement demandé : « Tu veux le garder ou le faire adopter ? » Elle l'a gardé. Elle avait 14 ans. Il lui a donné un patch contraceptif « à mettre sur le corps, je sais pas très bien où ». Dix mois après, elle retombait enceinte. Même question du docteur, même réponse. Le père de l'enfant, cette fois, est censé rester. « Je voulais être infirmière, dit-elle. Maintenant, je ne sais plus trop. » I.D.

